

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

114-1 | 2007

Varia

Un utopiste quimperoïse : Guillaume-Jacques Girard (1728-1821)

Yves Blavier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/599>

DOI : 10.4000/abpo.599

ISBN : 978-2-7535-1505-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2007

Pagination : 155-162

ISBN : 978-2-7535-0452-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yves Blavier, « Un utopiste quimperoïse : Guillaume-Jacques Girard (1728-1821) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-1 | 2007, mis en ligne le 30 mars 2009, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/599> ; DOI : 10.4000/abpo.599

Un utopiste quimperois : Guillaume-Jacques Girard (1728-1821)

Yves BLAVIER

Enseignant, Docteur en histoire

Les textes utopiques sont assez nombreux au XVIII^e siècle et de nombreuses études leur ont été consacrées. On a eu parfois tendance à transformer ces récits de voyages imaginaires ou ces projets de société idéale en un discours « socialiste » ou « communiste¹ ». Cette interprétation présente un double danger : l'anachronisme et parfois une méprise quant à l'intention réelle de ces auteurs. Un spécialiste de la littérature utopiste, Jean-Michel Racault² a rappelé aux historiens la part purement littéraire ou moraliste de ces utopies, distinguant « l'utopie-narrative » de « l'utopie programme », non sans reconnaître que les deux peuvent parfois se mêler. Il met en doute la portée révolutionnaire de bien des projets de société idéale en constatant « [...] l'orientation régressive de la thématique sociale dans beaucoup d'utopies, confirmée par une absence d'intérêt évidente [...] pour les mécanismes de régulation économique qu'impliquerait logiquement la communauté des biens : on s'en remet aux traditionnels magasins collectifs pour la répartition des produits, sans entrer dans le détail qu'exigerait une perspective de mise en œuvre pratique du système³ ».

On peut reprocher à cette interprétation de minorer les opinions politiques des utopistes mais l'étude de Jean-Michel Racault couvre une période antérieure à la Révolution française. Or, celle-ci est un excellent révélateur des intentions réelles des écrivains utopistes. Ainsi, Louis-Sébastien Mercier, auteur de *L'An 2240* ou *Rétif de la Bretonne* s'effraient de la tournure prise par les événements. Mercier, proche des Girondins, est un critique très acerbe de la période montagnarde (dans *Le nouveau Paris* par exemple) avant d'achever sa vie professionnelle comme directeur de la Loterie ! Quant à Rétif, s'il publie encore des projets utopistes après

1. LICHTENBERGER, A., *Le socialisme et la Révolution française. Étude sur les idées socialistes en France de 1789 à 1796*, Paris, 1899.

2. RACAULT, Jean-Michel, *L'utopie narrative (1675-1761)*, Oxford, 1991 (Introduction générale, p. 3-36 et surtout p. 15). Voir aussi du même auteur : *Nulle part et ses environs*, Paris, 2002.

3. RACAULT, Jean-Michel, *Nulle part et ses environs*, op. cit., p. 32.

1794, il prend bien soin de les opposer aux idées égalitaires des sans-culottes⁴. À l'inverse, certains auteurs tel Sylvain Maréchal s'engagent très nettement en faveur d'une Révolution plus radicale⁵.

Le cas de celui qui signe « le citoyen Girard de Quimper » est plus original puisqu'il s'agit d'un écrivain nullement signalé comme utopiste avant 1789 et qui rédige son projet en l'an III, au lendemain de la Terreur. Son projet de société rêvée naît de la situation politique locale. Il nous éclaire aussi sur l'état d'esprit d'un révolutionnaire finistérien après Thermidor.

Le 29 frimaire an III (19 décembre 1794), la Commission des Administrations civiles, de Police et des Tribunaux s'adresse aux députés qui sont membres du Comité de Salut public. En effet, « le citoyen Girard », président d'un tribunal de district leur a adressé « un travail intitulé : Projet de morale générale basé sur dix vertus républicaines en six cahiers⁶ ». Ce document manuscrit est ensuite adressé au Comité d'Instruction publique puis versé aux Archives nationales dans le fond correspondant, sans jamais être publié malgré le souhait de son auteur.

Ce « citoyen Girard » n'est pas tout à fait un inconnu pour ceux qui s'intéressent à l'histoire du Finistère. Guillaume-Jacques Girard (6 janvier 1728-16 avril 1821), né et mort à Quimper, est le fils d'un négociant, Jacques Girard. Avocat au Parlement, il a publié de nombreux articles et Mémoires mais il est surtout connu pour un livre : *Traité des usements ruraux de Basse-Bretagne*⁷ qu'il faut replacer au centre d'une polémique étudiée par Jean-Yves Guioimar⁸. Répondant au juriste Poullain du Parc (auteur des *Principes du droit français suivant les maximes de Bretagne* en 1767-1771) qui jugeait les Bretons supérieurs aux Armoricaïns, Girard répond par une célébration de l'Armorique mythique qui indique déjà un penchant utopiste car il considère cette période comme un âge d'or : « Ces peuples étaient libres et avaient un Sénat [...] alors il n'y avait ni esclaves ni maîtres, alors les druides ne régnaient que dans les forêts et ne se mêlaient que des affaires de religion » (p. 3-4). Mais il ne s'agit pas d'un livre utopiste : le *Traité des usemens ruraux*... est avant tout une

4. Dans *Les Nuits de Paris*, Paris, 1794, tome VIII, partie XVI, Rétif condamne le pillage des boutiques par des sans-culottes proches des Enragés à Paris, en février 1793 en lui opposant son communisme utopique.

5. Sylvain Maréchal est notamment l'auteur du *Manifeste des Égaux* pour la conspiration de Babeuf mais Françoise Aubert (*Sylvain Maréchal. Passion et faillite d'un égalitaire*, Pise/Paris, 1975) a remis en cause ses idées révolutionnaires avec des arguments proches de ceux de Jean-Michel Racault pour d'autres utopistes.

6. Archives nationales, F¹⁷ 1010 D, pièce 6607 (Comité d'instruction publique). Lettre d'accompagnement.

7. *Traité des usemens ruraux de Basse-Bretagne. Où l'on parle de tout ce qui peut favoriser les progrès de l'Agriculture. Présenté aux États de la province par M. Girard. Avocat à Quimper. 1^{re} partie*, Quimper, 1774.

8. GUIOMAR, Jean-Yves, « L'invention de l'Armorique à travers le débat sur le domaine congéable », dans ROUDAUT, Fañch (dir.), *La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution*, colloque, Brest, 28-30 septembre 1988; Centre de recherche bretonne et celtique; Société archéologique du Finistère, 1989, p. 257-265.

condamnation du domaine congéable, alors prédominant en Basse-Bretagne et dont il demande l'abolition et la transformation « en pleine propriété » pour ses usagers.

En 1786, Girard poursuit son engagement en devenant membre de la Société patriotique de Bretagne et en 1791, il propose d'instituer des journaux patriotiques dans les départements de Basse-Bretagne. J. Savina a sans doute raison d'écrire que « Girard est certes le quimérois qui a le plus travaillé à répandre en Cornouaille les idées nouvelles et la philosophie du XVIII^e siècle. Longtemps avant la Révolution, l'administration de l'Ancien régime l'accusait de pousser les paysans à la révolte⁹ ». En étudiant la question du domaine congéable à la veille de la Révolution, Alain Le Bloas a trouvé des correspondances entre les écrits de Girard et certaines propositions de cahiers de doléances, notamment dans les cahiers de la paroisse de Querrien et de celle de Moëlan. Sans affirmer qu'il y a une influence directe¹⁰, il rappelle que son traité a fait une forte impression sur les paysans.

Girard se radicalise encore à l'époque de la Convention. Il prend parti pour les Montagnards alors que Quimper penche plutôt pour la Gironde tout comme les administrateurs du Finistère. Il prétendra même avoir été attaqué par ces derniers au café de Quimper pour avoir réclamé l'arrestation du député Kervelegan. Aussi, lorsque les deux sections de Quimper, avec l'aval du conseil municipal, se lancent dans le « fédéralisme », le 22 mai 1793, en réclamant de nouvelles élections, Girard se tient à l'écart en les désapprouvant.

Lors de la reprise en main de la ville par le gouvernement révolutionnaire, il est choisi par le représentant en mission M.-A. Jullien pour faire partie du comité révolutionnaire de Quimper qu'il préside dès le 16 octobre 1793. Son fils, Guillaume-Pierre Girard sera désigné pour faire partie du jury du tribunal révolutionnaire de Brest Mais Girard et ses amis soutiennent la politique montagnarde « orthodoxe » (il a adressé un mémoire à Robespierre) et il s'oppose très vite aux partisans de Dagorne qui souhaitent une déchristianisation violente à la manière des Hébertistes. Même si le comité révolutionnaire participe à la cérémonie anti-religieuse du 12 décembre, où Dagorne organise la destruction d'objets du culte et d'œuvres d'art, Girard refuse de fournir des listes de fonctionnaires suspects à destituer. Le conflit devient inévitable et se règle comme souvent à cette époque par une dénonciation. À la demande de Dagorne, les commissaires délégués Hérault et Leclerc font arrêter Girard et ses partisans mais doivent le libérer le 4 janvier 1794. Il avait adressé à Jean Bon Saint-André un mémoire justificatif où il affirmait s'être « montré à Quimper le premier ami de Marat, le premier défenseur des Braves

9. SAVINA, J., « Le brûlis des saints de la cathédrale. 12 décembre 1793 », *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, 1936, p. 13.

10. LE BLOAS, Alain, « La question du domaine congéable dans l'actuel Finistère à la veille de la Révolution », *Annales Historiques de la Révolution française*, 2003, n° 1, p. 1-27.

montagnards¹¹ ». Des propos qu'il désavouera ensuite. De même, dans une lettre adressée à Robespierre, non datée, Girard et les autres victimes des arrestations protestaient : « Si la Terreur y est à l'ordre du jour, ce n'est point cette terreur salutaire que la Convention et les discours véhéments ont voulu imposer aux méchants [...] on persécute les patriotes les plus énergiques, ceux qui, à ton exemple, ont marché d'un pas ferme et sûr [...] ceux qui n'ont jamais dévié de tes principes¹². »

À cette époque, Girard s'intéresse surtout au problème des subsistances. La Société populaire de Quimper proteste contre le renchérissement des denrées malgré le Maximum et surtout contre la pénurie. Les marchés sont vides et les révolutionnaires dénoncent les paysans : « Les campagnes, jusqu'à ce moment ont été seules à profiter de la Révolution, sans rien faire pour elle, pendant que les villes qu'elles semblent vouloir affamer ne cessent de faire des sacrifices pour la cause de la liberté et de l'égalité¹³. » Girard est personnellement concerné par cette pénurie car cet avocat vit modestement, avec des revenus très inférieurs à ceux de ses collègues de Quimper. S'il semble oublier le problème militaire et les pesantes réquisitions de l'armée, il se fait l'interprète du conflit ville/campagne que l'on retrouve dans son projet d'utopie qu'il convient maintenant d'étudier.

Son mémoire commence par un exposé de la situation politique après la chute de Robespierre. En l'An III, le contexte a complètement changé. Girard préside le tribunal de district et il affirme son soutien au nouveau régime thermidorien, condamnant celui de la Terreur dont il était pourtant un des plus chauds partisans :

« Quand on voit l'esprit totalement avili par le sans-culottisme ; quand on l'entend prêcher l'athéisme et la prostitution ; quand on voit les fonctionnaires publics se dégoûter de leurs places et gémir d'inanition ; tout bon patriote, chaque homme éclairé, ne doit-il pas s'empresse de communiquer ses vues de réforme à la Convention elle-même¹⁴... »

Girard décrit ensuite la pénurie sévissant à Quimper, preuve qu'il n'a pas changé d'opinion sur ce sujet :

« Tel qui se dit grand patriote et un modèle de sagesse vend des pommes de terre, à neuf et dix livres le quintal ; et annonce qu'elles se vendront bientôt quinze [...] ; tout nouvellement nous avons vu dépérir des marchandises là, où elles ne devaient point se trouver : tous les jours on tue des boeufs à dix ou douze sols la livre pour les hôpitaux, ou pour la troupe, et on en vend la moitié aux habitants, à un prix double : ces fréquentes et nombreuses tueries devraient nous donner quatre fois plus de suif qu'à l'ordinaire ; et nous manquons tous de chandelle. Les résines et les huiles qui pourraient y sup-

11. « Au citoyen Jean-Bon Saint-André, représentant du peuple à Brest », Arch. dép. du Finistère, 10 L 128.

12. Cité par D. BERNARD : « La Terreur à Brest », *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, 1961, p. 275.

13. Lettre du directoire du district, 16 nov. 1793, citée par J. Savina, *op. cit.*, p. 9.

14. Arch. Nat., F¹⁷, 1010 D, pièce 6607. Le manuscrit de Girard n'étant pas paginé et de transcription assez difficile, nous renvoyons à cette note pour tous les extraits du texte.

pléer, nous manquent aussi, enfin à l'en croire les marchands, tout leur manque en même temps, mais la vérité est, qu'il n'y a qu'accaparement, et non disette. »

Les maux que voulait combattre le Maximum des prix en l'an II sont donc toujours présents. Il conclut ce prologue par un réquisitoire dirigé à la fois contre les spéculateurs et contre l'ancien gouvernement : « Si quelques embargos trop continus, si quelques réquisitions trop répétées, si de trop grands engorgements dans les magasins de la nation y ont contribué pour quelque chose, le sans-culottisme des Robespieristes et l'insatiable avarice des marchands, ont fait tout le surplus du mal. » Ce n'est pas le Maximum qu'il condamne (il semble même le regretter partiellement) mais son application brutale. On notera qu'il attribue un peu plus de responsabilité à l'armée dans la pénurie et ne se satisfait pas de la déréglementation des prix.

La solution qu'il propose est un modèle de société nouvelle qui permettrait de faire disparaître l'opposition entre les villes et les campagnes. Cette opposition ne s'expliquerait pas seulement par les événements révolutionnaires mais par une croissance urbaine trop importante :

« [...] Une plus longue expérience, nous ayant prouvé, avant la révolution même, que les trop grandes masses d'hommes, et les trop grandes enceintes, sans verger, cour ou jardin, sont aussi nuisibles, en campagne qu'en ville et non moins funestes, sur les côtes que dans l'intérieur [...] il faut fixer l'attention de toutes les petites villes sur toutes celles (?) qui menacent leur liberté. »

Pour rétablir le lien avec les campagnes, Girard propose d'attribuer à chaque maison un verger et un jardin. De plus, il prône la disparition d'un dixième des maisons ayant plus de deux siècles d'existence. Pour cela, elles ne devront plus être réparées, moyennant une indemnité. « En supprimant ainsi, à chaque génération, le dixième de ces monstres civils; qu'on appelle capitales du monde, on leur ôtera la folle ambition de vouloir dominer toutes les autres ». Les villes de plus de dix mille habitants ne pourront plus s'agrandir. Les ruines serviront de cour ou de jardin aux voisins qui devront les déblayer.

Comme d'autres utopistes, Girard est fasciné par le classement et le chiffre. Tout en félicitant la Convention d'avoir adopté le système décimal, il propose un plan de communauté divisée en milleries, en centuries et en décuries :

« Chaque canton sera donc composé de dix milleries, chaque millerie de dix centuries; chaque centurie de dix décuries. Chaque commune aura une centurie; mais la moindre des décuries aura dix journaux et la plus grande n'en aura que soixante.

Sur le rôle qui en sera fait, on mettra le nom du chef de ménage, et on fera connaître la qualité de la propriété ou de la ferme avec le nombre de ses enfants. »

Ce projet de société amène plusieurs remarques. Girard est un utopiste de type égalitaire qui ne remet pas en cause la propriété individuelle. Il ne propose pas de communisme agraire à la manière de Babeuf par exemple. Et son projet basé sur le système décimal se retrouve de façon troublante dans une brochure d'un autre utopiste, François-Joseph L'Ange, intitulée *Remède à tout ou constitution invulnérable de la félicité publique*, publiée à Lyon en 1793. L'Ange se situait dans l'autre camp politique pendant la Terreur puisqu'il participa (ou du moins sympathisa) avec l'insurrection fédéraliste et fut exécuté pour cette raison en décembre de la même année. Mais on trouve quelques ressemblances dans cette utopie jusque dans le nom des responsables (le « centenier » par exemple). Girard aurait-il eu sous les yeux la brochure d'un auteur qui était par ailleurs un collègue du monde judiciaire (L'Ange était juge de paix) ou s'agit-il d'une coïncidence ?

Dans chaque centurie, Girard prévoit des plantations d'arbres (pour le bois de construction), des cultures de blé, de légumes, de fruits et l'entretien de ruches. On devra s'y occuper de l'entretien des chemins. Des artisans (charrons, sabotiers, tonneliers) seront employés par les cultivateurs ainsi qu'un mécanicien pour les moulins. Une large partie du mémoire est consacrée à la consommation. Chaque décurie devra entretenir des greniers publics en livrant un quart de boisseau de blé et en prélevant des rentes frumentales. Le thème du grenier public ou du grenier d'abondance est très courant dans les utopies du XVIII^e siècle. On retrouve par exemple des greniers collectifs dans l'appendice du *Paysan perversi* de Rétif de la Bretonne où le même auteur prône lui aussi de limiter les villages (à cent maisons maximum). Une police de centurie devra veiller au contrôle des prix sous peine d'amendes, d'expulsion ou de travaux publics. Ce passage montre clairement la colère de Girard contre les spéculateurs. Les subsistances seront achetées au marché par des provisionnaires mandatés soit par les décuries soit par les milleries. La description qu'il donne de ces achats donne une idée des frustrations de ce citadin :

« Les provisionnaires qui ne feront aucun commerce seront les seuls acheteurs pendant les deux premières heures. Il en sera ainsi des poissons qui arriveront aux marchés ou aux quais [...] tous autres [*sic*], qui dans leur état se conformeront à la police, s'approvisionneront pendant le reste du marché, sans pouvoir néanmoins prendre plus de cinq à six livres de poisson, afin que tous ceux qui le préféreront à la viande, ou aux légumes, puissent en avoir au moins un repas. Chaque voiture de poisson au marché y sera donc vendue en détail par le voiturier, chaque bateau pêcheur sera donc obligé de rester au quai d'une marée à l'autre, afin que chaque habitant, non accapareur de poissons ou d'autres denrées puisse en avoir quelques livres. »

Girard ajoute à ce contrôle des pêches celui des bateaux étrangers qui seront maintenus huit jours au moins au port. De même, une étroite surveillance sera imposée aux meuniers, aux boulangers, aux bouchers qui frauderaient, ainsi qu'aux provisionnaires. Les cabarets seront tolérés à raison d'un par millerie, la quantité totale d'alcool étant rationnée.

Les conditions de vie des propriétaires, semblent bien plus enviables que ceux des salariés dans cette utopie. En effet, Girard estime que ces derniers devront accepter les salaires qu'on leur attribuera, sans discussion possible.

« Les salaires de tous ceux qui n'ont que leur travail de corps pour toute ressource, seront fixés de manière qu'ils ne puissent avoir le moindre prétexte pour se *monopoler* [sic] en se coalisant, et en doublant ou triplant dans un seul jour les justes salaires que leur fixera la police. La première punition à leur infliger, sera une même coalition pour faire soi-même, ce qu'ils refuseraient de faire à ce prix : il y a déjà longtemps que les gens de la campagne s'entraident dans tous leurs travaux, pourquoi ne le ferait-on pas en ville ? »

Girard prévoit une punition plus grave que de briser les grèves : il faudra chasser de la ville et des campagnes les grévistes pour les disperser dans des ateliers de travaux publics comme « esclaves » (sic) ! Ce passage nuance quelque peu l'aspect subversif ou novateur de son utopie. Les luttes sociales de la fin du XVIII^e siècle portent davantage sur la consommation que sur la production, même au plus fort de la Terreur. Le régime montagnard n'a pas aboli la loi Le Chapelier qui interdisait les grèves et les coalitions et il a au contraire réprimé les grèves dues au Maximum des salaires aussi bien dans les ateliers d'armement que parmi les ouvriers agricoles. L'historien soviétique, Abgar Ioanissian, qui a étudié le projet de Girard estimait qu'il s'agissait d'un « plan de reconstruction dirigé contre la nouvelle société bourgeoise engendrée par la révolution, contre les nouvelles « fortunes commerciales » qui prennent la relève de la propriété féodale¹⁵ ». En fait, la critique de l'accaparement et du commerce privé n'est pas nouvelle. Elle est partagée par de nombreux militants révolutionnaires en l'an II, notamment par les sans-culottes que critique Girard dans son introduction. Comme eux, notre utopiste reste fidèle à un idéal de petite propriété égalitaire sans remettre en cause le statut du salariat.

Les responsables des communautés (décurion pour les décuries, centurions pour les centuries) seront désignés selon le modèle romain de colonisation en installant des vétérans, des militaires sachant au moins lire et écrire pour les décuries et plus instruits dans les communautés les plus importantes. Girard leur attribue aussi une fonction d'« instituteurs » qui auront la tâche de lutter contre la langue bretonne et essayant par « tous les moyens possibles de substituer la langue *françoise* au jargon local ». Est-ce encore une réminiscence de son Armorique idéalisée et qui aurait vécu selon lui un âge d'or avant l'arrivée des Bretons ? À moins que ce ne soit un reflet de la mentalité d'assiégé qui a régné parmi la minorité révolutionnaire dans certaines villes du Finistère. De là viendrait le soin d'implanter des colons militaires dans des campagnes remodelées.

15. IOANISSIAN, Abgar Roubenovitch, *Les Idées communistes pendant la Révolution française*, trad. du russe par Jean Champenois avec la collab. d'Yvonne Plaud, Moscou, Progrès, cop. 1984, 533 p., voir p. 113.

Un dernier thème du mémoire concerne les relations internationales. Comme de nombreux utopistes, Girard rêve de paix universelle mais pas à n'importe quelle condition. Il souhaite limiter l'armement des nations à dix vaisseaux et dix mille hommes à l'exception de la France qui en possèdera le double. Son « pacifisme » s'inspire du fonctionnement de la ligue athénienne dans l'Antiquité et se teinte d'impérialisme. Les relations commerciales seront limitées pour éviter l'accaparement et le pays qui refuserait le traité de paix et de police générale sera mis au ban des nations.

•

On imagine l'hostilité, voire l'ahurissement des responsables thermidoriens après la réception d'un tel manuscrit. Girard, lui-même, en témoigne indirectement en écrivant en l'an VI : « Il n'est pas de ministre qui ne puisse attester mon constant travail. Nos *aristos* en conviennent indirectement en qualifiant tous mes mémoires d'illustres folies¹⁶. » Et pourtant, ce serait une erreur de réduire cette utopie à un délire. C'est en fait l'œuvre d'un notable révolutionnaire, déboussolé par le changement politique et la crise des subsistances. Pour Jean Servier, l'utopie traduit le refus d'un présent angoissant¹⁷. Cette définition correspond partiellement au texte de Girard qui tente de faire disparaître sur le papier l'hostilité des villes et des campagnes, la difficulté des approvisionnements et la guerre permanente. Mais cette utopie-programme montre aussi un désarroi politique. Les projets de ce type sont nombreux à l'époque du Directoire. Dans le cas de Girard, il montre le refuge dans l'abstraction faute de pouvoir continuer à agir sur l'histoire, ne serait-ce qu'à l'échelle de la ville de Quimper.

RÉSUMÉ

Girard est un avocat et un écrivain originaire de Quimper. Il a écrit de nombreux ouvrages avant 1789. Il participe à la Révolution française dans sa ville en soutenant Robespierre. En 1796, il envoie au nouveau gouvernement une utopie où il exprime ses craintes devant la pénurie alimentaire et l'hostilité des campagnes contre les villes. Son texte nous montre les influences des événements politiques sur la rédaction d'un projet de société idéale.

ABSTRACT

Girard was a lawyer and a writer from Quimper. He wrote many books before 1789. He took part in the French Revolution in his hometown by supporting Robespierre. In 1796, he sent a utopia to the new government in which he expressed his fears in the face of the food shortage and the hostility of the country people towards the town people. His text shows the influences of political events on the planning of an ideal society.

16. SAVINA, J., *op. cit.*, p. 15.

17. SERVIER, Jean, *Histoire de l'utopie*, Paris, Gallimard, 1967, 378 p.